

Urgence complexe en Haïti

16 DÉCEMBRE 2022

COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION



- Le 3 novembre, la Police nationale d'Haïti (PNH) a repris le terminal Varreux, mettant fin à un blocus de près de deux mois du plus grand site d'importation de carburant du pays, aux mains de groupes armés.
- Au 13 décembre, le gouvernement haïtien avait signalé environ 14 930 cas suspects de choléra, dont près de 1 300 cas confirmés, et 300 décès liés à la maladie.
- En réponse à l'épidémie de choléra en Haïti, l'USAID/BHA a facilité, depuis le mois d'octobre, le transport de 278 tonnes de produits de première nécessité à Port-au-Prince afin de soutenir l'intervention humanitaire dans le pays.
- Le 15 novembre, l'ONU a lancé un Appel éclair Haïti Choléra+ 2022-2023, demandant un financement de 145,6 millions de dollars ciblant 1,4 million de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire dans tout le pays jusqu'à la mi-avril 2023.



¹ Le financement humanitaire en interventions d'urgence complexe en Haïti pour l'exercice fiscal 2023 sera inclus dans les produits futurs lorsqu'il sera engagé. Pour plus d'informations sur le financement du gouvernement américain relatif aux interventions au cours de l'exercice fiscal 2022, reportez-vous à la fiche d'information n° 7 sur l'urgence complexe en Haïti publiée le 30 septembre 2022, disponible sur le site Web de l'USAID à l'adresse <https://www.usaid.gov/humanitarian-assistance/haïti/haïti-archive>

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

La PNH reprend le terminal pétrolier de Varreux, les pénuries de carburant et l'insécurité persistent

Le gouvernement d'Haïti a indiqué que la Police nationale d'Haïti (PNH) avait repris le terminal pétrolier de Varreux le 3 novembre, mettant fin à un blocus de près de deux mois du plus grand site d'importation de carburant près de la capitale Port-au-Prince, aux mains de groupes armés. L'alliance G9 des groupes armés avait empêché l'accès au terminal et à ses entrepôts de carburant par un blocus depuis le 14 septembre. Les médias internationaux ont rapporté qu'après de violents combats entre la PNH et des groupes armés le long des routes de Port-au-Prince menant au terminal de Varreux, les dirigeants du G9 avaient annoncé la fin du blocus du terminal le 6 novembre.

Toujours selon les médias internationaux et malgré l'insécurité persistante dans la région, le transport intermittent de carburant depuis Varreux a repris le 8 novembre, avec le départ d'environ 45 camions-citernes transportant près de 1,3 million de litres de carburant diesel et d'essence destinés à soutenir les hôpitaux, les services publics et d'autres industries essentielles. Les responsables du gouvernement haïtien ont indiqué que les camions réapprovisionneraient les stations-service et que celles-ci commenceraient à rouvrir à la mi-novembre. Cependant, selon les médias internationaux, à la mi-décembre, le carburant restait rare et hors de prix, voire totalement indisponible en dehors du centre de Port-au-Prince. Indépendamment du changement de contrôle effectif au terminal de Varreux, l'insécurité généralisée, notamment les combats entre groupes armés et les barrages routiers imposés par ces derniers, continue d'entraver le transport des marchandises du terminal vers d'autres régions d'Haïti, entraînant des pénuries de nourriture, de carburant et d'autres produits de première nécessité dans tout le pays, d'après les acteurs humanitaires.

L'USAID/BHA et les acteurs de l'aide humanitaire luttent contre l'épidémie de choléra

L'épidémie de choléra en Haïti continue de se propager ; le ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP) du gouvernement haïtien a confirmé environ 1 280 cas de choléra sur plus de 14 930 cas suspects, ainsi que 300 décès liés à la maladie dans tout le pays entre le 4 octobre et le 13 décembre, avec un taux de létalité d'environ 2 %, dépassant ainsi le seuil d'urgence de 1 % fixé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Selon le MSPP, les enfants âgés de neuf ans ou moins sont particulièrement touchés par la propagation de la maladie, représentant près de 34 % des cas suspects, tandis que les hommes représentent la majorité des cas suspects, soit environ 59 %. Près de 92 % de tous les cas suspects de choléra sont concentrés dans le département de l'Ouest, où se trouve Port-au-Prince, bien que des cas aient été signalés dans les dix départements d'Haïti en date du 13 décembre.

Les acteurs humanitaires, y compris les partenaires de l'USAID/BHA, s'efforcent de ralentir la propagation du choléra en se coordonnant avec le gouvernement haïtien pour soutenir les centres de traitement du choléra (CTC) et les points de réhydratation orale (PRO), ainsi que pour fournir des fournitures WASH essentielles aux communautés vulnérables. Vingt-deux CTC dans le département de l'Ouest étaient opérationnels au 10 décembre, avec une capacité totale de près de 1 090 lits, selon la Direction sanitaire de l'Ouest (DSO). Par ailleurs, selon la DSO, huit PRO étaient opérationnels dans la commune de Port-au-Prince, sept PRO étaient opérationnels dans la commune de Carrefour, un PRO était opérationnel dans la commune de Tabarre, mais aucun PRO n'était opérationnel dans la commune de Cité Soleil au 12 décembre. L'organisation non gouvernementale internationale (ONGI) Médecins Sans Frontières (MSF) fait fonctionner sept des CTC en soutien au MSPP en utilisant des fournitures fournies par l'OIM, partenaire de l'USAID/BHA, qui a également fourni du matériel à l'OMS et à l'OPS pour soutenir l'intervention de lutte contre le choléra.

La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), partenaire de l'USAID/BHA, a mené plusieurs interventions de lutte contre la propagation du choléra dans les départements de l'Ouest et du Sud au cours du mois de novembre, en formant près de 90 agents sanitaires locaux bénévoles - dont des bénévoles de la Croix-Rouge haïtienne et des membres des équipes d'intervention de la protection civile communautaire - pour qu'ils puissent lutter contre le choléra dans les quartiers qui sont ou risquent d'être victimes d'une épidémie de choléra. Au cours du mois de novembre, les bénévoles et agents sanitaires locaux ont également mené des activités de sensibilisation de masse et de porte-à-porte dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince ainsi que dans la commune de Cabaret du département de l'Ouest, afin de former les membres de la communauté aux techniques de réhydratation orale pour les personnes infectées par le choléra, ainsi que d'autres activités de prévention et d'intervention de lutte contre le choléra. En outre, au 15 novembre, la FICR a acheté 20 000 comprimés de purification de l'eau, 50 cuves à eau et 850 pains de savon pour le lavage des mains et la lessive afin de soutenir la promotion de l'hygiène et les activités WASH dans les départements de l'Ouest et du Sud. À la même date, la FICR avait également acheté 70 mégaphones et imprimé environ 15 000 dépliantes et autres matériels de promotion de l'hygiène pour sensibiliser les communautés touchées par le choléra. Selon la FICR, ces interventions ont permis à la Croix-Rouge haïtienne de renforcer la réponse du MSPP à l'épidémie de choléra.

L'USAID/BHA facilite le transport de fournitures pour l'intervention humanitaire

En réponse à l'épidémie de choléra en Haïti, l'USAID/BHA a mis à profit ses capacités de logistique et de coordination pour faciliter le transport vers Haïti d'environ 278 tonnes de produits de secours de première nécessité, notamment des fournitures médicales pour le traitement du choléra, d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), et de logistique pour le transport des marchandises, entre octobre et la mi-décembre. Les fournitures de secours ont été livrées à l'aéroport international Toussaint-Louverture de Port-au-Prince pour être ensuite distribuées à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), à l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), au Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies et à d'autres organisations de secours travaillant en Haïti pour soutenir la prévention et le traitement du choléra dans ce pays.

Les risques d'atteintes à la protection et de VBG augmentent en Haïti dans un contexte d'insécurité généralisée

Les médias internationaux rapportent que les groupes armés de Port-au-Prince ont systématiquement commis des violences basées sur le genre (VBG), y compris des agressions sexuelles et d'autres formes de VBG, afin d'exercer un contrôle sur le territoire, de soumettre et de punir les populations locales et d'attaquer les groupes rivaux, entraînant de nombreux déplacements et atteintes à la protection. Selon certaines sources, le personnel de santé d'une clinique MSF de la ville traiterait 130 victimes de VBG en moyenne chaque mois. Cependant, selon MSF et d'autres acteurs humanitaires, les cas de VBG à Port-au-Prince restent probablement très peu signalés, car la peur des représailles des groupes armés décourage les victimes de signaler les incidents de violence sexuelle. En outre, l'insécurité omniprésente en Haïti a entraîné la fermeture et l'accès limité aux moyens de dénonciation des VBG pour les victimes, tels que les hôpitaux, les postes de police et les centres pour femmes. Simultanément, les pénuries de carburant depuis la mi-septembre et l'insécurité ont dégradé la capacité des ONG locales en Haïti à fournir une assistance adéquate aux victimes de VBG. Selon les médias internationaux, le risque de VBG en Haïti est aggravé par le manque de centres adéquats et sûrs pour les personnes déplacées en raison de la violence des groupes armés. Au 31 août, la Direction générale de la protection civile du

gouvernement haïtien et l'OIM ont enregistré un nombre estimé à 87 900 personnes déplacées en raison de violences dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, dont près de 21 700 personnes vivant dans 36 camps de personnes déplacées. Cependant, aucun nouveau centre formel pour personnes déplacées n'a été ouvert en réponse aux violences subies à la fin du mois de novembre, et les centres informels existants manquent souvent d'assistance et de mesures de sécurité, ce qui contribue à augmenter les risques de VBG. Selon les médias internationaux, un groupe juridique haïtien portant assistance aux victimes de VBG a signalé des dizaines de cas d'agressions sexuelles contre des femmes et des filles dans 33 camps de personnes déplacées au cours des derniers mois.

Le 16 novembre, Ulrika Richardson, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Coordinatrice résidente et Coordinatrice de l'action humanitaire a rapporté qu'au cours du mois d'octobre, les groupes armés ont tué 195 personnes et en ont enlevé 102 autres en Haïti. Selon une organisation haïtienne de défense des droits de l'homme, la violence des groupes armés a entraîné la mort d'au moins 2 760 personnes dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince au cours des 10 premiers mois de 2022. Cela représente environ six décès dus à des groupes armés et trois enlèvements par jour en Haïti, où les groupes armés contrôlent environ 60 % de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, selon l'ONU.

L'ONU lance un Appel éclair Haïti Choléra+ 2022-2023

Le 15 novembre, l'ONU a lancé un Appel éclair Haïti Choléra+ 2022-2023, demandant un financement de 145,6 millions de dollars ciblant 1,4 million sur les 1,6 million de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire dans tout le pays jusqu'à la mi-avril 2023. Dans le cadre de cet Appel éclair, les autorités du gouvernement haïtien, les agences des Nations Unies et les organisations partenaires visent, plus spécifiquement, à fournir une assistance WASH à 1,4 million de personnes, une assistance sanitaire à 600 000 personnes, des activités de sécurité alimentaire et d'agriculture à 568 000 personnes, des services de protection à 64 000 personnes, et une assistance nutritionnelle à 20 000 personnes. Les activités WASH et de santé liées à l'épidémie de choléra comprennent le soutien à la détection rapide des cas, la gestion précoce des cas et l'amélioration de l'accès à l'eau potable. La demande de cet Appel éclair comprend également un financement de 18,9 millions de dollars en soutien aux capacités logistiques des partenaires humanitaires, telles que les opérations de transport aérien par le Service aérien humanitaire des Nations Unies et les services de transport maritime par le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM). Étant donné que les groupes armés gardent le contrôle de plusieurs routes principales reliant Port-au-Prince au reste d'Haïti, les acteurs humanitaires dépendent de moyens de transport alternatifs coûteux pour continuer à fournir une assistance dans tout le pays, notamment le transport aérien et le transport maritime par barge.

CHIFFRES CLES

REPONSE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

L'USAID/BHA travaille avec des partenaires au sein du gouvernement américain, en coordination avec le groupe de travail du MSPP du gouvernement haïtien, et en liaison avec les acteurs de l'aide humanitaire sur le terrain pour contrôler la propagation de l'épidémie de choléra et soutenir les interventions d'urgence. L'USAID/BHA travaille également avec les partenaires existants en Haïti pour adapter leur programme humanitaire actuel afin de lutter contre l'épidémie de choléra dans le pays. L'IFRC, Catholic Relief Services (CRS), Community Organized Relief Effort (CORE) et Fonkoze, tous partenaires de l'USAID/BHA, ont déjà commencé à réorienter leurs programmes existants en

Haïti pour aider à prévenir et à lutter contre le choléra au sein des populations affectées.



278 tonnes

Poids total des fournitures de secours facilités par l'USAID/BHA transportés en Haïti pour répondre à l'épidémie de choléra

SOUTIEN LOGISTIQUE ET PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

L'USAID/BHA mobilise des fournitures pour soutenir le traitement du choléra et les efforts d'intervention dans le contexte de la pénurie de carburant en Haïti. Les 13 et 17 octobre, l'USAID/BHA a livré, via deux vols cargo, pour plus de 91 000 dollars de fournitures WASH urgentes à Port-au-Prince, notamment des seaux, des conteneurs d'eau pliables, des robinets et une cuve à eau de 5 000 litres, depuis un entrepôt de l'USAID/BHA à Miami, en Floride. En outre, l'USAID/BHA a fourni environ 50 000 dollars pour l'achat de produits de secours, y compris des gants, du savon et des comprimés de purification de l'eau, qui ont été achetés localement en Haïti et livrés à la Direction générale de la protection civile du gouvernement haïtien au cours des dernières semaines. L'USAID/BHA finance également l'OIM pour assurer le pré-positionnement de fournitures de secours d'urgence, suffisantes pour soutenir près de 75 000 personnes, en Haïti en cas de catastrophes soudaines, et soutient également le PAM pour fournir des services de transport et de logistique essentiels en soutien à l'intervention humanitaire dans son ensemble. Depuis le mois de juillet, l'OIM a distribué près de 12 900 produits de secours provenant des stocks d'urgence, y compris des kits WASH, pour aider les personnes dans le besoin partout en Haïti, notamment les personnes touchées par l'épidémie de choléra.



5

Partenaires soutenus par l'USAID/BHA menant des activités WASH en Haïti

WASH ET SANTE

Le soutien de l'USAID/BHA aux programmes WASH et de santé en Haïti sert à prévenir et à lutter contre la propagation du choléra et d'autres maladies transmissibles. L'USAID/BHA soutient actuellement cinq partenaires WASH, dont ACTED, Catholic Relief Services (CRS), CORE, Médecins du Monde et Mercy Corps, pour fournir des kits d'hygiène et de l'eau potable aux foyers vulnérables, réparer les infrastructures WASH, diffuser des messages de prévention contre les maladies et mener des campagnes de sensibilisation sur les meilleures pratiques en matière d'hygiène pour réduire la transmission des maladies. L'USAID/BHA soutient également la réhabilitation en cours de 22 points d'eau dans la péninsule Sud d'Haïti afin d'améliorer l'accès à l'eau potable pour plus de 100 000 personnes.



4

Partenaires de l'USAID/BHA fournissant des services de santé en Haïti

Médecins du Monde et l'OPS, partenaires de santé de l'USAID/BHA, travaillent à renforcer la capacité des centres de soins de santé dans les départements de l'Artibonite, du Centre, des Nippes, du Nord et de l'Ouest en Haïti. Ailleurs, avec le soutien de Médecins du Monde et de l'ONG Humanity & Inclusion, le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), partenaire de l'USAID/BHA, soutient le fonctionnement de 24 centres de santé dans la péninsule Sud. Dans le même temps, l'USAID/BHA travaille avec les partenaires WASH et de santé partout en

Haïti pour ajuster le programme actuel et répondre aux besoins d'intervention émergents liés au choléra. Les partenaires travaillent également à s'adapter aux contraintes d'accès liées à la sécurité.



10

Partenaires de
l'USAID/BHA fournissant
une aide alimentaire en
Haïti

AIDE ALIMENTAIRE

Alors que les conditions de sécurité et les pénuries de carburant ont posé des défis logistiques aux opérations humanitaires, les partenaires de l'assistance alimentaire de l'USAID/BHA continuent à surmonter les contraintes d'accès et à atteindre les populations dans le besoin.

L'USAID/BHA soutient 10 partenaires, dont ACTED, Action contre la faim (ACF), CARE, CORE, CONCERN, CRS Fonkoze, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), Mercy Corps et le PAM, pour fournir une assistance alimentaire d'urgence en Haïti, qui comprend la distribution de transferts d'argent liquide pour la nourriture, de bons alimentaires, de nourriture achetée aux niveaux local, régional et international, et une assistance alimentaire américaine en nature aux populations souffrant d'insécurité alimentaire aiguë.

L'USAID/BHA soutient également le PAM pour assurer le pré-positionnement d'un stock de produits alimentaires d'urgence à distribuer rapidement dans tout Haïti en cas de catastrophe. Avec l'aide de l'USAID/BHA, le PAM a distribué, en octobre et novembre, plus de 1 100 tonnes de produits alimentaires, dont de l'huile de cuisson, des pois et du riz, à environ 126 500 personnes en situation d'insécurité alimentaire en Haïti.



6

Partenaires de
l'USAID/BHA fournissant
des services de protection
en Haïti

PROTECTION

L'USAID/BHA soutient six partenaires, dont CRS, CONCERN, Humanity & Inclusion, Save The Children Fund (SCF) et l'UNFPA, pour fournir des services de protection essentiels, tels que la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre, le soutien psychosocial dans les départements de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud, ainsi que dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, en réponse aux besoins de protection accrus résultant de l'insécurité croissante. En outre, Médecins du monde, qui est partenaire de l'USAID/BHA, forme le personnel de santé des Nippes et de l'Ouest aux bonnes pratiques de soutien psychosocial. L'agence USAID/BHA demande à tous les partenaires d'intégrer les principes de protection dans chaque intervention soutenue en Haïti, tout en promouvant un accès significatif, la dignité et la sécurité de tous les bénéficiaires.

RESUME DU CONTEXTE

- Les troubles civils, les maladies, l'instabilité économique et l'insécurité, combinés aux chocs récurrents causés par les catastrophes naturelles, notamment les sécheresses, les séismes, les inondations et les ouragans, ont entraîné ces dernières années une insécurité alimentaire, une pénurie de produits essentiels, ainsi que d'autres besoins humanitaires dans tout Haïti. En réponse, l'USAID/BHA finance des programmes humanitaires en Haïti visant à sauver des vies, à renforcer la résilience, à améliorer la sécurité alimentaire, à renforcer les moyens de subsistance et à lutter contre les épidémies. L'agence USAID/BHA finance également des programmes supplémentaires visant à réduire le risque de catastrophes en Haïti et à renforcer l'autosuffisance nationale grâce à une bonne préparation et gestion des urgences.
- Dans un contexte de détérioration continue de la sécurité en Haïti, le Chargé d'Affaires a.i. Eric W. Stromayer a émis une nouvelle déclaration de besoin humanitaire le 8 octobre 2022, en prévision de la poursuite des besoins humanitaires au cours de l'exercice fiscal 2023.
- Le 14 octobre, en réponse à l'aggravation de la crise humanitaire et à l'épidémie de choléra en Haïti, l'USAID/BHA a déployé une EICC afin d'identifier, de vérifier et de répondre aux besoins humanitaires immédiats des Haïtiens les plus vulnérables, en se concentrant sur l'atténuation de l'insécurité alimentaire, la réponse aux besoins urgents de protection et le soutien à la prévention et à la lutte contre le choléra. L'EICC se coordonne activement avec les partenaires humanitaires et l'ambassade des États-Unis sur le terrain en Haïti pour diriger les efforts de réponse humanitaire du gouvernement américain. Le même jour, l'USAID/BHA a également déployé une Équipe de gestion des interventions basée à Washington, DC en soutien à l'EICC.

INFORMATIONS SUR LES DONS PUBLICS

- La façon la plus efficace de contribuer aux efforts d'assistance consiste à verser des dons aux organisations humanitaires qui interviennent. La liste des organisations humanitaires qui acceptent des dons pour des interventions d'aide aux populations victimes de catastrophes dans le monde est disponible sur www.interaction.org.
- L'agence USAID encourage les dons en argent, car ils permettent aux professionnels de l'aide d'acheter exactement ce qui est nécessaire (souvent dans les régions touchées), de réduire la mobilisation des ressources rares (comme les routes, le temps du personnel et les espaces de stockage), de transférer très rapidement l'aide sans coûts de transport, de soutenir l'économie des régions frappées par une catastrophe ainsi que d'offrir une assistance adaptée respectant les contraintes locales d'ordre culturel, alimentaire et environnemental.
- Pour obtenir des informations supplémentaires sur ces recommandations, contacter :
 - Centre d'information USAID sur les catastrophes internationales : cidi.org
 - Des informations supplémentaires sur les activités d'aide aux populations sinistrées sont disponibles sur www.reliefweb.int.

Les bulletins d'information d'USAID/BHA sont disponibles sur le site USAID à l'adresse suivante : usaid.gov/humanitarian-